



QUÉBÉCOIS

BLOC
2021

Montréal, le 13 septembre 2021

Emily Dwyer, Coordonnatrice
Réseau canadien sur la reddition de compte des entreprises (RCRCE)
edwyer@cncr-rcrce.ca

OBJET : QUESTIONNAIRE ÉLECTORAL 2021

Bonjour,

Le Bloc a rencontré le RCRCE en juin dernier afin de discuter notamment du respect (ou plutôt du non-respect...) des droits de la personne par les compagnies canadiennes à l'étranger. Vous nous aviez alors, notamment, transmis un projet de loi modèle sur la diligence raisonnable en matière de droits humains que nous gardons à portée de main dans nos dossiers. Ce projet de loi contient plusieurs éléments que nous accueillons très positivement. Nous sommes d'avis, comme vous, qu'à l'heure actuelle, les règles laxistes en place favorisent une structure où les entreprises peuvent éviter de s'acquitter de leur responsabilité de respecter les droits humains et que cela doit changer. Les lignes qui suivent expliquent en détail la position et les propositions du Bloc en ce qui a trait aux droits de la personne par les compagnies canadiennes à l'étranger. Elles répondront aux questions posées dans votre lettre.

Votre parti soutiendra-t-il une législation complète et obligatoire sur la diligence raisonnable en matière de droits de la personne? Une telle législation oblige les entreprises à identifier, prévenir et atténuer les violations des droits de la personne et tient les entreprises responsables lorsqu'elles causent des torts dans le cadre de leurs activités mondiales (filiales et chaînes d'approvisionnement).

Tel que mentionné en introduction, nous avons consulté votre projet de loi modèle sur la diligence raisonnable et accueillons celui-ci très favorablement. Nous sommes tout à fait ouverts à amorcer un processus de consultation au sous-comité parlementaire des droits internationaux de la personne (SDIR) et d'aller de l'avant avec une législation beaucoup plus contraignante quant à l'obligation de diligence raisonnable. Nous regardons également au sud de la frontière, où les États-Unis, par l'entremise de la *Custom and Border Protection* (CBP), démontrent une bien plus grande efficacité à saisir la marchandise ayant été en contact avec du travail forcé. Nous souhaitons nous en inspirer.



QUÉBÉCOIS

BLOC
2021

Allez-vous reconnaître l'indépendance de l'Ombudsman canadien de la responsabilité des entreprises (OCRE) et lui accorder le pouvoir de contraindre des documents et des témoignages afin qu'il puisse enquêter efficacement sur les allégations de violation des droits de la personne liées à des sociétés canadiennes opérant à l'étranger?

Le Bloc et son porte-parole en matière de droits de la personne, le député sortant de Lac-Saint-Jean Alexis Brunelle-Duceppe, avons martelé lors de chaque réunion du SDIR sur la création de l'Ombudsman canadien de la responsabilité des entreprises que sans pouvoir contraignant, l'efficacité de cette entité sera extrêmement réduite, voire nulle. C'est l'élément qui rendait tout le monde si optimiste lorsque la mise sur pied d'un tel ombudsman avait été annoncée par le parti libéral il y a quelques années. Ils ont finalement reculé sur leur promesse et sont en voie de créer une entité qui sera pratiquement équivalente à ce qui se faisait sous les conservateurs. Il ne faudra alors pas s'attendre à des résultats bien différents. Nous supportons donc un retour à l'idée originale : un ombudsman avec de tels pouvoirs de contraindre des documents et des témoignages et qui pourra ainsi enquêter convenablement.

Allez-vous imposer une obligation de diligence raisonnable efficace et transparente aux ambassades canadiennes et à Exportation et développement Canada afin d'empêcher ces agences publiques de soutenir, financer et assurer des activités commerciales liées à des violations des droits de la personne?

Tel que mentionné en réponse à la question 1, nous souhaitons sérieusement renforcer le cadre réglementaire et législatif dans lequel les compagnies étrangères canadiennes naviguent quant à la diligence raisonnable. Nous souhaitons poursuivre le travail amorcé lors des consultations de la dernière législature au SDIR et nous assurer que de réels progrès soient faits. Les nombreuses horreurs commises à l'étranger par des entreprises canadiennes sous trop souvent cachées sous le tapis.

En conclusion, nous espérons entrer en contact avec vous prochainement, lors d'une éventuelle prochaine législature. Merci de votre intérêt envers notre parti et ses propositions! Vous trouverez plus de détails concernant notre plateforme électorale et nos politiques sur notre site web : <http://www.blocquebecois.org/>

L'équipe du Bloc Québécois

Élections fédérales 2021